

Ecole : un millier d'emplois pour la remédiation

Le Pacte d'excellence veut faire reculer l'échec. Pour ça, il faut des bras dans les écoles. Marie-Martine Schyns, la ministre de l'Education, va les faire venir.

Mis au net en mars, le Pacte d'excellence va commencer à faire sentir ses effets. Dès septembre 2017, la Communauté française va envoyer les premiers renforts en maternelle (d'ici trois ans, on devrait atteindre un millier d'emplois) et envoyer de l'aide aux directions du fondamental.

Dans l'interview qu'elle accorde au *Soir*, Marie-Martine Schyns (CDH), précise la suite des événements.

On le sait : le Pacte souhaite, à terme (d'ici 2030), diminuer de moitié le nombre de redoublements.

Oui mais comment ? Pas en claquant des doigts. La ministre de l'Education annonce l'arrivée d'un renfort d'un millier d'enseignants aux niveaux primaire et secondaire. Ils prendront en charge les activités de remédiation qui doivent remettre à flot les élèves en difficulté.

L'affaire sera progressive. La ministre engagera 6 millions d'euros dès 2018. La mise passera à 12 millions en 2019, à 18 en 2020, 24 en 2021, 30 en 2022, 36 en

2023 pour culminer à 40 millions à partir de 2024.

Ce n'est pas tout. On sait que les auteurs du Pacte d'excellence ont engagé la Communauté à faire démarrer plus tôt la 2^e langue dans les écoles wallonnes. Aujourd'hui, elle commence en 5^e primaire. A terme (2021), elle démarrera désormais en 3^e primaire, comme à Bruxelles.

A raison de 2 heures/semaine minimum (certains scénarios allant jusqu'à 3 heures à partir de la 3^e primaire, 4 heures à partir de la 5^e primaire).

Ceci exigera des enseignants - un investissement de 20 millions a été prévu à cet effet. Pendant que les élèves auront cours de langue avec un professeur engagé et dédié à cette tâche, les instituteurs wallons auront une marge de 2 heures/semaine (au moins, donc) qu'ils devront consacrer à des activités de remédiation.

Ces deux efforts (40 millions ici et 20 millions par-là) représentent un investissement total de 60 millions d'euros.

Soit, pour l'exprimer autrement, un apport d'un (gros) millier d'emplois d'après la ministre.

Schyns a apporté d'autres précisions - et substantielles - à propos du Pacte d'excellence.

La première : le Pacte d'excellence évoque l'idée d'allonger la journée scolaire (jusqu'à 16 h 30 ou 17 h) pour que les élèves fassent leurs devoirs à l'école. Révélée au printemps 2015, cette idée a enflammé les parents. La ministre évoque une médiane : allonger la journée ne serait pas une obligation mais une possibilité, que les écoles décident d'appliquer ou non.

Autre précision : le Pacte évoque l'idée de proposer du latin à tous les élèves, à raison d'une heure semaine pendant les 1^{er} et 2^e secondaires (ou deux heures en 2^e secondaire). C'est peu ? Rien n'interdira aux écoles, qui en font le choix, de proposer davantage d'heures de latin aux élèves qui le souhaitent. ■

Schyns : « Les gens sont conservateurs »

Marie-Martine Schyns

Le grand public découvre le visage de Marie-Martine Schyns en 2013, lorsque le CDH lui offre le ministère de l'Enseignement. Elle-même enseignante, elle embrasse rapidement la matière. Elle retrouvera le poste en 2016 - après un mandat à la Fédération Wallonie-Bruxelles - en remplacement de Joëlle Milquet. Il lui revient alors la mission de faire accoucher le bébé imaginé par cette dernière : le Pacte pour un enseignement d'excellence.

- Le Pacte d'excellence effraie beaucoup de profs et de parents.
- Marie-Martine Schyns, la ministre de l'Education, compte lever les résistances.
- Et donner la parole aux acteurs de terrain.

ENTRETIEN

Le Pacte d'excellence a été (définitivement) mis au net en mars par le Groupe central (dites désormais Comité de concertation), réunissant syndicats, pouvoirs organisateurs et fédérations de parents. Depuis, Marie-Martine Schyns (CDH),

ministre de l'Education, qui est l'exécutrice du Pacte, tourne de ville en ville pour présenter la réforme aux enseignants. L'accueil est parfois frais. Mais le travail d'explication va continuer.

On voit bien que le Pacte d'excellence ne passe pas trop bien la rampe, chez les enseignants, les parents... Vous en êtes consciente ?

Alors là, oui, clairement... Il faut redire que le Pacte n'est pas un méga-décret que l'on va faire passer en une fois. Beaucoup d'acteurs pensent qu'il faut dire oui ou non au Pacte et que, une fois qu'on a dit oui, on exécute et on ne touche plus à rien. On est dans un processus différent avec des mesures qui arrivent de façon

progressive. Certaines arrivent très vite, dès septembre 2017 : aide aux directeurs du fondamental, premiers renforts en maternelle. D'autres arrivent en 2018 : les premiers plans de pilotage. D'autres entrent en vigueur en 2025 avec l'allongement du tronc commun jusqu'à la 3^e secondaire et, en 2026, le nouveau qualifiant (technique/professionnel) en 3 ans au lieu de 4.

Ce que vous voulez dire, c'est que chaque mesure du Pacte sera encore débattue, affinée...

Exactement. Pour chaque décret, il y aura une négociation officielle avec les représentants des acteurs. Le Comité de concertation, qui a rédigé le Pacte, sera sur le pont tout le temps. La ques-

tion : comment va-t-on faire participer les enseignants qui ne se sont pas sentis assez impliqués ou pas représentés par leurs représentants officiels ?

Les enseignants disent en effet n'avoir pas été consultés...

Je dis aux enseignants : le Pacte est le fruit d'un équilibre et si, dans cet équilibre, vous ne retrouvez pas ce que vous aviez imaginé comme amélioration de l'école, si vous ne retrouvez pas vos propositions, c'est plausible.

Vous avez passé beaucoup de soirées à présenter le Pacte aux enseignants. Cela continue ?

Oui. Et d'octobre 2017 à mars 2018, nous allons organiser 25 ateliers, participatifs, qui vont réunir chacun de 20 à 30 enseignants qui le souhaitent, et où l'on va aborder les nœuds.

Les nœuds ?

Les éléments qui inquiètent : l'allongement du tronc commun, les grilles horaires du tronc commun, etc. Les enseignants pourront émettre leur avis, leurs propositions. On organisera aussi des groupes de discussion entre enseignants, en octobre-novembre et janvier-février. Le pro-

gramme est encore en construction mais nous allons aussi organiser des panels d'élèves, de parents, des forums d'échanges de bonnes pratiques. Bref : la concertation continue. Aussi, à partir de 2018, une journée de formation continuée sera consacrée au Pacte d'excellence, sur les plans de pilotage. Ce seront des journées de formation, de débat...

Les gens ont peur du changement ? Ils sont conservateurs ?

Franchement, oui. Oui... Oui ! Ils sont conservateurs. La résistance au changement est là. C'est légitime, ces craintes. Personne n'est pour le statu quo. Mais quand on réforme, on entend : atten-

tion à ceci, attention à ça... Des enseignants assurent que les pistes de solution du Pacte ne marcheront pas. Ils disent cela en voyant leurs élèves d'aujourd'hui, sans se dire que ce ne seront pas les mêmes élèves dans quelques années.

C'est une sorte de pari : en renforçant les maternelles, en renforçant le français pour ceux qui ne l'ont pas comme langue maternelle, en soutenant l'élève le plus tôt possible, on verra arriver des élèves différents en deuxième secondaire. Pour un enseignant, c'est dur d'imaginer que l'élève de demain ne sera pas celui d'aujourd'hui. C'est plus à ce niveau qu'il y a une forme de conservatisme...

Vous n'êtes pas l'auteur du Pacte. Or, vous prenez tout sur la tête. Pourquoi ne dites-vous pas de façon plus appuyée que vous n'en êtes que l'exécutrice ?

Je le dis tous les soirs, mais les gens ne veulent pas toujours le retenir. J'ai conscience que la ministre reste la personne la plus visible sur laquelle on peut taper. Je le répète : le Pacte, rédigé par le groupe central, n'est pas une

bible.

C'est un ensemble de mesures que nous allons continuer à travailler et qui traversera les législatures, nous l'espérons en tout cas, car le temps de l'école n'est pas le temps politique.

Des choses vous déplaisent dans le Pacte ? Ou tout vous régale ?

Il y a des choses très bien. Rien ne me déplaît fondamentalement, mais deux ou trois points m'inquiètent, comme l'allongement du tronc commun. Raison pour laquelle le Comité de concertation a demandé une évaluation dès le début de son implantation en primaire. ■

Propos recueillis par
PIERRE BOUILLON
ERIC BURGRAFF

« Ja sais que la ministre reste la personne la plus visible sur laquelle on peut taper »

MATHIAS DEPARDON, LES RA ACINES BELGES DU PHOTOGRAPHE EMPRISO ONNÉ

L'ACTEUR

Un comité de soutien au photographe français Mathias Depardon, détenu depuis un mois en Turquie, vient de se créer à Bruxelles. Sa mère, Danièle Vande Lanotte, qui est belge, devrait pouvoir s'entretenir une heure avec lui jeudi.

Près d'un mois après son arrestation, et malgré la récente intervention du président français Emmanuel Macron auprès de son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, le photographe indépendant français Mathias Depardon, 37 ans, est toujours privé de liberté en Turquie, à Gaziantep, près de la frontière syrienne.

Mais la mobilisation pour sa libération s'organise. Un comité de soutien vient d'être créé à Bruxelles, sous les auspices de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), et prépare, pour le 12 juin, un grand rassemblement place du Luxembourg. Mathias Depardon entretient des liens étroits avec la Belgique, le pays de sa mère. Il a vécu une dizaine d'années à Bruxelles, où il a terminé ses études de journaliste et photographe, puis collaboré brièvement avec *Le Soir*, en 2006 - avant de poursuivre sa carrière au niveau international et de travailler pour des médias comme *Le Monde Magazine*, *Monocle*, *Elle*, *Internazionale*, *The Sunday Times Magazine* ou *Foreign Policy*.

En ce printemps, Mathias Depardon se trouvait à Hasankeyf, dans la province de Batman, dans le sud-est de la Turquie, pour effec-

tuer des repérages en vue d'un reportage commandé par la revue *National Geographic* sur des villages menacés par la construction de barrages sur le Tigre et l'Euphrate. Le photographe, installé dans le pays depuis plusieurs années, comptait ensuite définitivement rentrer à Paris. Officiellement, il a été arrêté pour exercice de sa profession de journaliste sans autorisation du bureau du Premier ministre turc. Un malentendu administratif, semble-t-il, « son accréditation étant jusqu'alors renouvelée chaque année », selon Mehmet Koksâl, membre de la FEJ. Les rumeurs selon lesquelles Depardon aurait été arrêté pour « propagande terroriste » semblent en tout cas infondées. « La confusion vient sans doute d'un reportage que Mathias a effectué il y a plus de deux ans sur des jeunes militantes du PKK,

estime Mehmet Koksâl. C'est assez malheureux, car cela "alourdît" en quelque sorte les charges qui semblent peser contre lui... » Après avoir mené une grève de la faim du 21 au 27 mai contre ses conditions de détention, Mathias Depardon a pu recevoir la visite du consul adjoint de France à Ankara. On l'a dit, son cas a ensuite été abordé au plus haut niveau, entre MM. Macron et Erdogan. Il se trouve désormais dans un centre fermé de détention pour personnes illégales, en compagnie d'autres étrangers en instance d'expulsion. La mère de Mathias Depardon, Danièle Vande Lanotte, partira dans les prochaines heures pour Paris, avant de mettre le cap sur la Turquie, où elle doit avoir une entrevue d'une heure jeudi avec son fils. Avant de rentrer en Europe avec lui ?

WILLIAM BOURTON

ANALYSE

Le Pacte inquiète : c'est normal

Le Pacte d'excellence effraie beaucoup d'enseignants et de parents. C'est totalement compréhensible. C'est compréhensible parce que beaucoup de réformes ont été bâclées, menées à la hussarde. Ce n'est pas une légende ou un poncif. Voyez, à titre d'exemple tout chaud (il date de cette année 2016-2017), l'introduction de cette philo & citoyenneté qui a jeté le primaire officiel dans le chaos le plus absolu. C'est compréhensible parce que le Pacte d'excellence, ce n'est pas une réforme mais cent. C'est une rénovation lourde de l'école avec des changements forts - songez à l'allongement du « tronc commun » et, partant, du raccourcissement, 4 à 3 ans, du technique/professionnel.

C'est compréhensible parce que le Pacte, c'est une brique de... 324 pages (avec, désormais, une annexe de 109 pages sur les nouveaux horaires de l'élève). Bref, c'est un paraing, pas toujours très lisible, où les lignes de force n'émergent pas toujours avec clarté. Le Pacte n'a pas été lu par beaucoup. Et ceux qui l'ont lu y ont parfois perdu leur latin. Marie-Martine Schyns n'est que l'exécutrice de cette réforme. Mais c'est à la ministre de l'Éducation que revient le devoir de la « vendre » aux profs, sans l'adhésion desquels les vieilles pratiques que le Pacte se propose d'effacer resteront vivaces. Le plus dur, au fond : faire saisir que le Pacte n'est encore qu'un cadre, une série de pistes, de voies, qu'il faut encore creuser, détailler, concerter, éventuellement rectifier ou ajuster. Le Pacte, ce n'est pas fini. Le Pacte, ça commence.

P.BN

management « En quoi est-ce un gros mot ? »

Après la théorie, la pratique. Les premiers éléments concrets du Pacte commencent à prendre de la consistance. Et à susciter des résistances...

Un point qui crée problème : l'idée de regrouper en un seul cours « intégré » la géographie, l'histoire, les sciences sociales et l'économie.

Là, ça gronde.

Très peu d'enseignants sont capables d'enseigner ces quatre matières. Mais ce cours intégré ne devra pas être nécessairement donné par un seul prof. La grille horaire prévoira deux heures de « travail collaboratif » entre

enseignants, notamment pour ça : pour qu'ils se concertent, pour qu'ils fassent de l'interdisciplinaire...

Dans le tronc commun, on veut faire du latin, de l'art, du geste technique... On ne risque pas un phénomène de « touche-à-tout » ?

Je ne le ressens pas comme ça. Le renforcement des savoirs de base est la priorité du tronc commun. Aujourd'hui, on est trop dans le logico-verbal. Les enseignants, en primaire, ne sont pas assez outillés pour atteindre un savoir en mobilisant d'autres formes d'intelligence. On les formera pour cela.

On voudrait que tous les élèves fassent un peu de latin en 1^{er} et 2^e secondaires. N'est-ce pas trop pour ceux qui n'en voudraient pas ? Et trop peu pour ceux qui en voudraient vraiment ?

Rien n'est tranché. L'une des pistes est d'intégrer le latin au français. Des écoles pour-

raient faire le choix de proposer du latin en 2^e ou 3^e secondaire, d'autres pourraient en faire moins. Ce serait un choix d'école. C'est une piste.

On connaît des ados qui, très tôt, montrent un intérêt pour telle ou telle discipline. Avec la suppression des options, le tronc commun ne risque-t-il pas d'étouffer ces vocations ?

Les écoles pourront organiser des ateliers-projets : pour certains élèves, ce seront des activités de soutien ou de remédiation ; pour d'autres, il s'agira d'activités de dépassement. Le tronc commun ne signifie pas que tout le monde fera la même chose en même temps.

On ne parle plus beaucoup de l'allongement de la journée pour que les devoirs ne fassent à l'école. Le débat est-il clos ?

Du tout. Les associations de parents (Fapeo et Ufapec) n'ont jamais subi une remontée du terrain aussi difficile, avec menaces de désaffiliations, avec des gens qui leur criaient dessus. Enormément de parents - la moitié, selon les deux associations - sont contre.

Dès lors, on enterre ?

Non, nous allons commencer par une étude de faisabilité approfondie. La Fondation Roi Baudouin est intéressée par ce projet. La balle est dans leur camp. Une piste : la prolongation de la journée pourrait être un choix de l'école.

Le bureau McKinsey a accompagné l'exécution du Pacte. Du coup, ses opposants y voient une vision managériale de l'école.

En quoi le mot « management » est-il un gros mot ? Si c'est du top-down, ce n'est pas la bonne solution. Si c'est collaboratif, participatif, oui. Avec des plans de pilotage,

non pas imposés par le directeur, mais élaborés par l'équipe éducative.

Que répondez-vous à la Cour des comptes qui dit que le marché avec McKinsey est biaisé sur les bords ?

Je pense que du point de vue formel, sur le marché public, on aurait pu mieux faire. Pour le reste, sur le partenariat, je retiens qu'il a permis de fournir un travail conséquent, valant plusieurs millions, pour un coût très peu élevé pour la Communauté française (NDLR : 38.000 euros HTVA). Les mécènes privés - qui ont payé McKinsey - financent des projets sportifs, culturels, de santé... Pourquoi ne pourraient-ils pas mettre de l'argent pour l'enseignement ?

Je veux simplement préciser que je n'ai jamais rencontré ces gens. McKinsey a apporté des compétences opérationnelles, d'aide à la décision, c'est tout. Mais ils n'ont en rien piloté les opérations du Pacte. Et encore moins rédigé une ligne du rapport ! Certains affirment « qu'on veut faire rentrer le privé dans l'école » ? En fait, on veut simplement faire évoluer l'école pour qu'elle soit en lien avec la société actuelle. ■

Propos recueillis par
E.B. ET P. BN.

« La prolongation de la journée scolaire pourrait être un choix de l'école »

J'Y VOIS CLAIR

Pourquoi l'action Google crève-t-elle à son tour le plafond des 1.000 dollars ?

Après Amazon, Google dépasse les 1.000 dollars en Bourse, où les investisseurs plébiscitent les Faang (Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google). Mais qu'ont ces cinq « Faang-tastiques » de particulier ?

DOMINIQUE BERNS

Une semaine après Amazon, Alphabet, la maison-mère de Google, a rejoint le club très select des actions dépassant les 1.000 dollars. Celles-ci sont peu nombreuses, car la plupart des sociétés cotées scindent leurs actions quand elles atteignent une valeur trop élevée, afin de rester accessibles aux investisseurs individuels. Autrement dit : le seuil des 1.000 dollars est largement symbolique ; et la valeur d'un titre n'est pas le bon indicateur. Pour preuve, si l'action Apple s'échange à 154 dollars, la capitalisation boursière - la valeur boursière de la société, obtenue en multipliant le nombre d'actions par le cours - de l'entreprise fondée par feu Steve Jobs atteint 810 milliards de dollars. En comparaison, la capitalisation d'Alphabet se monte à 682 milliards ; et celle d'Amazon, à 481 milliards.

Les cinq « Faang-tastiques. » N'empêche : la performance d'Alphabet reste notable : depuis le début de l'année, le cours a progressé de 27 %. À titre de comparaison, l'indice S&P 500, qui regroupe les 500 plus grandes entreprises américaines, affiche une hausse de 9 % depuis le 1^{er} janvier. Et ce n'est pas étonnant, puisque les actions « technologiques » pètent la forme. Rapportée aux cours du début de l'année, la progression est de 35 % pour Amazon, de 33 % pour Apple et Facebook, et de 33 % pour Netflix. En Bourse, la mode est désormais aux Faang (Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google) - les « cinq faang-tastiques » qui dopent l'indice Nasdaq.

L'engouement des investisseurs pour les Faang vous paraît un peu énigmatique ? Investir en Bourse, c'est faire un pari sur les bénéfices futurs des entreprises (qui seront en partie redistribués aux actionnaires, via les dividendes) ; l'évolution des cours reflète donc les

espoirs des investisseurs. Et ces derniers, visiblement, s'attendent à ce que les Faang gagnent toujours plus d'argent - et bien plus que la majorité des autres sociétés cotées. Ils sont donc acheteurs, même à un prix élevé. Mais cette « prime » que les investisseurs sont prêts à déboursier pour devenir actionnaires est en grande partie « une prime de monopole », explique l'économiste Bruno Colmant, Head of Macro Research chez Degroof-Petercam.

Des entreprises dominantes. C'est que Google, Facebook ou Amazon dominent largement les marchés sur lesquels ils évoluent. Ainsi,

Google contrôle 88 % des publicités liées aux moteurs de recherche ; Facebook canalise près de 80 % du trafic sur les réseaux américains ; et Amazon réalise 40 % des ventes de livres aux États-Unis, 70 % des ventes d'e-books et capture 30 % de l'e-commerce. Ces entreprises sont donc les mieux placées pour profiter de l'élargissement attendu de ces marchés. Elles sont également aux avant-postes sur le front de l'innovation : intelligence artificielle, voiture autonome, digitalisation domestique, « big data »... Si cela coûte aujourd'hui, cela pourrait rapporter (gros) demain. Mais les positions dominantes ne durent pas éternellement, prévient Bruno Colmant, qui rappelle que l'histoire économique regorge de « champions déçus » - à l'exemple d'IBM, qui a loupé le tournant vers l'ordinateur personnel. « *Le capitalisme, rappelle Bruno Colmant, secrète, à un moment ou l'autre, ses propres forces de rappel.* »

En Bourse, la mode est désormais aux Faang : Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google